

Un an après son élection, Jair Bolsonaro obtient des résultats notables dans la lutte contre l'insécurité au Brésil



Le 28 octobre, il y a un an, Jair Bolsonaro remportait l'élection présidentielle brésilienne. Quel est le bilan du dirigeant brésilien sur la question de la lutte contre la criminalité et contre la corruption ? Nicolas Dolo et Bruno Racouchot publient "Brésil – Corruption, trafic, violence, criminalité : vers la fin du cauchemar ?", un livre-enquête aux éditions Eska.

Avec Nicolas Dolo

Avec Bruno Racouchot

Le 28 octobre, il y a un an, Jair Bolsonaro remportait haut la main (55%) la présidentielle brésilienne. Levier majeur de cette élection ? Sa volonté affichée haut et fort de lutter contre la criminalité et la corruption, deux fléaux qui ont fait du Brésil l'un des pays les plus dangereux de la planète. Quel bilan en ce domaine depuis le 1er janvier 2019, date à laquelle Jair Bolsonaro a pris ses fonctions ?

Au premier semestre, le Brésil a connu au niveau national une chute considérable de 22% des homicides, de 25% des vols de fret, ou encore de 26% des car-jackings. Sur la même période, la Police fédérale et les polices d'États ont enregistré des saisies record de drogue et d'armes lourdes. Dans plusieurs États du Nordeste, ultra-criminogènes, les chiffres des homicides sont encore plus spectaculaires (jusqu'à -58% dans le Ceara). Il est vrai qu'en matière de criminalité et de corruption, le pays part de très loin, avec un taux d'homicide de 31 pour 100.000 habitants (à comparer à celui de l'Europe occidentale, entre 1 et 2 pour 100.000, ou même celui du violentissime Mexique, autour de 19 pour 100.000), des détournements de fonds absolument pharaoniques (La Police fédérale brésilienne a déjà enquêté, dans la grande affaire de corruption du Lava Jato, sur des mouvements de fonds dépassant les 2.800 milliards d'euros, soit le PIB annuel de la France), un coût économique de la violence faramineux (Selon les analystes, le coût de la criminalité au Brésil se situerait entre 4,5 et 5,9% du PIB annuel), et plus de 100 factions criminelles regroupant des dizaines de milliers de « soldats » sans limites.

On peut dénombrer quelques raisons objectives à ces statistiques prometteuses. Le transfert et la mise au secret de tous les leaders de factions criminelles dans des pénitenciers fédéraux, et la fin, dans presque tous les États, des regroupements de prisonniers par gangs, ont sérieusement mis à mal la direction et la stratégie de ces organisations. Le début du déploiement d'un système unifié d'intelligence policière sous la direction du ministre de la Justice Sergio Moro, ou encore certaines interventions directes de l'État fédéral dans le Nordeste y ont également contribué. Plus prosaïquement, la Police se sait désormais aveuglément soutenue par le gouvernement, et elle n'hésite par conséquent plus à se montrer brutale et donc dissuasive vis à vis des criminels. Cela ne revient pas à admettre que la seule répression suffira à régler le problème de la violence au Brésil, et le vaste projet de simplification de la législation criminelle de Sergio Moro (Projet connu sous le nom de « Paquet Anti-Crime », Pacoteanti-crime) vise aussi à élargir le

champ de la politique sécuritaire à l'éducation et aux politiques sociales de long terme.

Ce projet paraît particulièrement pertinent dans un pays dont le complexe système pénal a connu au fil des ans une inflation de textes sans queue ni tête, laquelle procure aux criminels autant d'opportunités de se soustraire à la justice. Le problème de Moro et de Bolsonaro tient néanmoins à l'absence de majorité claire au Parlement, conséquence d'un scrutin proportionnel très généreux, et à l'opposition de principe de certains politiciens souvent eux-mêmes menacés par les affaires en cours. Les lignes pourraient malgré tout être en train de changer sous la pression de l'opinion, comme en attestent les premières victoires législatives du gouvernement dans l'indispensable réforme des retraites en cours. Le Tribunal Suprême Fédéral (STF) est la seconde épine dans le pied du duo Moro-Bolsonaro, tant il semble vouloir annihiler tous les progrès gouvernementaux en matière sécuritaire, suivant en cela un agenda qui semble excessivement politique. La rue, la quasi-totalité des procureurs généraux du pays et les militaires, surreprésentés au gouvernement et tenants du retour à l'ordre, grondent et pourraient parvenir à faire céder les hauts magistrats.

Pour une analyse plus poussée des problèmes de violence et corruption au Brésil, ainsi que les développements en cours: « Brésil – Corruption, trafic, violence, criminalité : vers la fin du cauchemar ? », dirigé par Nicolas Dolo et Bruno Racouchot, publié aux éditions ESKA.